

Le convoi de la discorde par Hassane Koné – Novembre 2021

Les manifestations qui ont ralenti à la mi-novembre la progression du convoi militaire français à Bobo-Dioulasso, Ouagadougou et Kaya au Burkina Faso, puis à Téra dans le sud-ouest du Niger sont le reflet du ras-le-bol des populations sahéniennes face à une dégradation alarmante de la situation sécuritaire, notamment dans la zone des trois frontières, Mali, Burkina, Niger. Ce ras-le-bol s'exprime à travers une hostilité antifrançaise qui s'installe, sur fond d'un populisme et d'une manipulation alimentés par des acteurs politiques locaux et des activistes de la diaspora, dont certains pourraient être inspirés par des réseaux européens, si l'on en croit les propos de Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères.

Certes, les entraves au passage du convoi illustrent un climat de défiance contre la France, accusée de jouer un double jeu. La présence des soldats français jugée inutile est dénoncée à travers une propagande savamment distillée à travers les réseaux sociaux afin d'influencer une jeunesse irritée par l'incapacité de Barkhane, avec tous ses moyens militaires, à éradiquer les groupes djihadistes du Sahel. Mais, par-delà l'instrumentalisation des jeunes manifestants des jours passés, l'objectif visé est d'accentuer le ressentiment contre les régimes en place afin de les déstabiliser.

Cette réaction des jeunes des localités traversées par le convoi militaire s'inscrit dans la logique du sentiment anti-français cultivé par des mouvements nationalistes, dont le discours se base sur la critique du rôle de la France, accusée de manœuvrer pour rendre la zone instable afin de continuer de piller les matières premières des pays du Sahel.

Cependant, l'argumentaire sur lequel se fonde la demande de retrait des militaires français ne convainc pas dans tous les milieux. Les critiques envers l'engagement militaire de la France au Sahel sont notamment réfutées par les pouvoirs politiques locaux qui sont les mieux placés pour évaluer l'impact stratégique d'un retrait prématuré des troupes françaises.

La réalité est que les groupes djihadistes, qui ont réussi à s'endogénéiser et à imposer leur présence aux populations, semblent avoir une longueur d'avance sur les armées nationales, les forces de maintien de la paix et les forces partenaires qu'ils combattent. Ils réussissent toujours à frapper durement, et alternativement, dans les différents pays en laissant derrière chaque fois de nombreux morts civils et militaires. En face, on est constamment dans une posture de riposte aux attaques de ces terroristes qui imposent leur rythme.

L'urgence au Sahel est d'aller vers un renouvellement tant des stratégies en cours pour résoudre la crise au Mali et ses impacts sur la sécurité régionale, que de la communication sur ces stratégies et sur les rôles des différentes parties prenantes (Minusma, Barkhane, Force G5 Sahel). Changer les modes d'intervention pour pallier aux insuffisances des approches adoptées jusque-là.

Entre autres voies préconisées, il y a celle du dialogue. Même si elle rencontre l'opposition des partenaires (France, ONU, UA...), cette option semble inéluctable, dans le contexte sahénienn. Seulement, faut-il dans ce cas identifier avec qui dialoguer et sur quels éléments consensuels ? Car, avant de devenir des terroristes, les djihadistes sont pour la plupart des membres des communautés locales en rupture du contrat social. Cette lecture peut-elle constituer un préalable ? L'objectif consensuel résiderait dans la reconstruction du contrat social, dans l'Oumma pour les uns, et dans la République pour les autres ! La synthèse à rechercher réside alors dans la capacité des États à pousser les islamistes vers une reconversion de type sociale-démocrate...

***Hassane Koné**, chercheur associé à l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, est spécialiste des questions de sécurité et de RSS. Ancien colonel de la gendarmerie mauritanienne, il est chercheur senior au sein de L'Institut d'études de sécurité (ISS).*